



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°72 - Semaine N°14

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

12,5 : c'est le nombre de start-ups en intelligence artificielle par million d'habitants dans la zone nordique, avec 16,6 pour la Finlande et 16,1 pour l'Islande, soit des niveaux comparables à ceux des Etats-Unis.

Source : The Global AI Index 2023

Pays nordiques

Le Danemark prend la deuxième place du classement des pays dont l'environnement est propice aux affaires. Selon l'Economist Intelligence Unit (EIU), le pays est doté de « fondamentaux macroéconomiques solides » et d'infrastructures de transport et numériques de haute qualité et se présente

comme l'un des lieux d'implantation les plus attractifs au monde. Le classement de l'EIU évalue 82 pays et territoires, sur la base d'indicateurs tels que l'inflation, le coût de la vie, la croissance économique et les politiques fiscales. Singapour et les Etats-Unis complètent le podium, tandis que la Suède et la Finlande se classent dans le top 10.

Danemark

Le PIB danois a augmenté de 2,6% au T4 2023. L'industrie, le commerce et les transports contribuent de manière significative à la croissance du PIB. Au quatrième trimestre, les exportations danoises ont progressé de 7,5 % tandis que les importations ont augmenté de 2,5 %, atteignant un taux de croissance annuel respectif de 13,4 % et 8,6%. L'investissement continue de peser négativement sur la croissance danoise en 2023 (-6,8% au T4 et -5,0% sur l'ensemble de l'année), en raison notamment d'un déclin de l'investissement dans le logement, la propriété intellectuelle et les machines. Enfin, la consommation des ménages a augmenté de 2,0% au T4, pour s'établir à +1,0% en 2023.

Le Danemark conserve un excédent budgétaire de 3,1% du PIB en 2023. Les finances publiques danoises ont enregistré un excédent de 87,1 Mds DKK (11,7 Mds €), en baisse par rapport à 2022 (94,6 Mds DKK, soit 12,7 Mds€) et 2021 (103,4 Mds DKK, soit 13,9 Mds€). Les revenus générés par la taxe sur le rendement de l'épargne-retraite ont significativement diminué en 2022 et 2023. Ces revenus sont traditionnellement très volatiles, car dépendants de l'évolution des cours boursiers. Toutefois, cette perte a été en partie compensée par la hausse des revenus générés par d'autres impôts, en particulier celui sur le revenu. Les dépenses sociales se sont élevées à 398,8 Mds DKK (53,5 Mds€) en 2023, en hausse de 12,0 Mds DKK (1,6 Mds€) par rapport à 2022, en raison notamment d'une augmentation des dépenses de retraites, due à la fois à la hausse du nombre de personnes retraitées et à la revalorisation des retraites.

Réouverture du champ gazier de Tyra. Après quatre ans et demi de reconstruction, la production de gaz du plus grand champ gazier du Danemark, Tyra, a redémarré fin mars. TotalEnergies, qui opère le champ de Tyra pour le compte du *Danish Underground Consortium*, prévoit d'atteindre la pleine capacité de production de Tyra dans quelques mois, soit 5,7 millions de m³ de gaz et 22 000 barils de condensats par jour. Cela permettra au Danemark de redevenir autosuffisant ainsi qu'exportateur net de gaz naturel. En outre, la réouverture de Tyra devrait augmenter la croissance du PIB danois de 0,5 points cette année, selon une estimation de la banque centrale danoise (*Nationalbanken*).

Le redéveloppement de Tyra : une prouesse humaine et technique. La transformation de Tyra a requis une mobilisation technique et logistique de grande ampleur. Les équipes de TotalEnergies ont commencé par démanteler les installations obsolètes, étape qui s'est achevée au cours de l'été 2020 et a nécessité deux des plus grands navires de travaux maritimes au monde. Au total, 50 000 tonnes de matériaux ont été retirées. Entre 2020 et 2022, huit plateformes neuves ont été installées : six plateformes de tête de puits et de colonne montante, une plateforme d'hébergement et une plateforme de traitement. L'installation du dernier module de traitement, d'un poids de 17 000 tonnes, a eu lieu en octobre 2022, battant ainsi le record mondial de la charge la plus lourde soulevée en mer. Après la mise sous tension des plateformes et leur reconnexion à l'infrastructure énergétique existante en mer du Nord, Tyra II a pu redémarrer le 21 mars 2024 pour monter en puissance progressivement et atteindre sa pleine capacité de production. La particularité de ce projet consiste en l'effort de recyclage. Ce sont ainsi 98,5 % des matériaux issus des anciennes installations de Tyra qui ont été recyclés ou réutilisés, notamment dans la conception de Tyra II, comme les têtes de puits ou les jackets.

Le danois Genmab achète l'entreprise de biotechnologie américaine *ProfoundBio* pour un montant de 1,8 Mds USD (1,66 Mds€). *ProfoundBio*, basée à Seattle, travaille sur trois nouveaux traitements anticancéreux, notamment le médicament Rina-S contre le cancer ovarien. Ce traitement, moins invasif que la chimiothérapie, est encore en phase de développement. Genmab envisage donc d'investir massivement en recherche et développement dès la conclusion totale de l'accord d'achat, attendue d'ici la fin du premier semestre 2024, dans l'espoir de faire approuver le médicament dès 2027. L'entreprise danoise estime le potentiel de marché entre 40 et 50 Mds USD à long terme.

Finlande

L'institut de recherche ETLA prévoit une croissance du PIB de 0,3% en 2024, contre 0,8 % dans ses prévisions de septembre 2023.

Le PIB devrait reculer en début d'année, avant un rebond au second semestre grâce à la hausse de l'investissement (+1,1 %), des exportations (+3,8 %) et de la consommation (+0,4 %). ETLA prévoit une croissance de 1,4 % en 2025. Le déficit budgétaire devrait dépasser le seuil de 3 % du PIB en 2024 (à 3,4 %), s'en approcher en 2025 (2,9 %), et le dépasser de nouveau en 2026 (3,2 %). La dette publique devrait dépasser 80 % du PIB courant 2026. Les principaux risques pour la croissance demeurent les incertitudes liées à la situation géopolitique et à la politique monétaire.

La Finlande continue d'importer du nickel russe.

En 2023, la Finlande a importé 1,2 Md€ de nickel depuis la Russie. Cela représente 84 % de ses importations depuis la Russie, plus de 90 % de ses importations de nickel et près de 98 % des exportations de nickel russe de l'UE. Le minerai est destiné à l'usine Nornickel de Harjavalta, la seule usine de raffinage de nickel russe dans l'UE. Pour mémoire, si le nickel russe n'est visé par aucune sanction, sa part dans les importations de nickel de l'UE est passée de 50 % en 2021 à moins de 25 % en 2023. Outre le nickel, la Finlande importe des engrais par le port de Kotka ; ces importations ont nettement diminué entre 2022 (93 M€) et 2023 (moins de 6 M€).

Record du nombre d'employés du secteur public.

En février 2024, 705 000 personnes travaillaient pour l'Etat, les municipalités et les « régions de bien-être ». Ainsi, le secteur public dépasse les 700 000 agents pour la première fois depuis le début des années 1990. La hausse des effectifs est attribuable aux municipalités et aux régions de bien-être, notamment dans les domaines des soins et de l'enseignement. L'effectif cumulé des municipalités et des régions de bien-être (créées en 2023) a augmenté depuis les années 1990, tandis que celui des employés de l'Etat central a diminué. Cette tendance s'explique notamment par le vieillissement et le besoin croissant en soins.

L'Organisation centrale des syndicats de Finlande (SAK) met fin à quatre semaines de grève.

Le 4 avril, la principale fédération syndicale a annoncé que la grève débutée le 11 mars pour protester contre les réformes du marché du travail ne serait pas reconduite la semaine du 8 avril. Menée par près de 7000 travailleurs dans les ports et l'industrie, la grève a fortement perturbé les échanges extérieurs. La SAK déclare être prête à négocier avec le gouvernement sur ses réformes, lesquelles touchent au modèle de négociation collective, au droit de grève et aux prestations sociales.

La Finlande crée un registre des crédits,

pour permettre aux établissements de crédit de vérifier les emprunts et les revenus des personnes qui demandent un prêt. Le registre inclut les prêts immobiliers, les prêts étudiants, les crédits à la consommation et les soldes des cartes de crédit. Jusque-là, la Finlande ne conservait pas de registre central des prêts correctement remboursés.

Concentration de la propriété des médias d'information.

Selon un rapport conjoint du gouvernement et des universités de Tampere et de Turku sur la concentration de la propriété des médias d'information, le degré de concentration des médias en Finlande est important. C'est le cas notamment dans la presse écrite, particulièrement la presse locale, tandis que la radio et la télévision ont connu une hausse de la concurrence. Le rapport émet des propositions pour répondre aux exigences du règlement européen sur la liberté des médias, qui devrait être révisé au printemps.

Accord entre Patria et Lockheed Martin pour la fabrication de pièces d'avions F-35 en Finlande.

Le finlandais et l'américain ont signé leur deuxième protocole d'entente concernant les 64 chasseurs F-35 achetés par la Finlande. Il prévoit la création d'une ligne de production de portes de train d'atterrissage dans l'usine Patria de Jämsä. Le précédent accord, en juin 2023, portait sur la fabrication de fuselages dans la même usine. Dans les deux cas, la production doit être lancée en 2025 et concerner 400 appareils.

Islande

La Banque centrale maintient son taux directeur inchangé.

Le Comité de politique monétaire de la Banque centrale d'Islande a décidé de maintenir inchangé à 9,25 % son taux d'intérêt directeur et ce, en dépit d'une légère baisse de l'inflation et d'une baisse de l'inflation sous-jacente en février, celles-ci restant toutefois supérieures aux objectifs. De plus, si les accords salariaux conclus dans le cadre des conventions collectives prévoient des hausses modérées de salaires, les pressions de la demande sur l'économie, liées par exemple à l'adoption de mesures fiscales, pourraient accroître les pressions inflationnistes.

L'inflation en légère hausse en mars par rapport à février.

L'inflation s'est établie à 6,8 %, en légère augmentation (0,2 pp) par rapport à février. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,80 % entre février et mars. Les principales augmentations concernent les loyers (2,1 %) et les billets d'avion internationaux (9,9 %). Si l'on considère l'évolution annuelle des prix, la hausse de l'indice est principalement due au logement, à l'eau, à l'électricité, au gaz et aux autres combustibles, dont les prix ont augmenté de 12,9 % au cours de l'année écoulée. L'inflation sur 12 mois hors frais liés au logement s'établit à 4,7 %. Les prix de l'alimentation et des boissons ont augmenté de 7,1 %. Les communications sont la seule composante de l'indice à avoir connu une baisse, de 8 % sur un an.

Chômage en baisse en février.

Il y avait 8 200 chômeurs en février, selon les nouveaux chiffres de *Statistics Islande*. Le taux de chômage désaisonnalisé s'est ainsi établi à 3,5% en février, le taux d'emploi à 78,4 % et le taux d'activité à 81,3%. Le taux de chômage a diminué de 0,7 pp entre janvier (taux le plus élevé depuis mai 2022) et février tandis que le taux d'emploi a augmenté de 0,6 pp et que le taux d'activité est resté stable. Le taux de chômage a diminué de 0,7 pp d'un mois à l'autre, tandis que le taux d'emploi a augmenté de 0,6 pp. Le taux d'activité est resté stable.

L'accord AELE-Inde favorisera les exportations d'huile de poisson vers l'Inde.

L'accord de libre-échange signé le 10 mars dernier entre l'AELE et l'Inde pourrait conduire au doublement des exportations d'huile de poisson dans les prochaines années. Katrín Pétursdóttir, présidente de Lýsi, société islandaise de fabrication d'huile de morue, compte sur un doublement des exportations d'huile de poisson de 250 millions ISK (1.8 million\$) par an à 500 millions (3.6 millions\$) d'ici quatre à cinq ans.

Alvotech annonce une perte de 550 millions de dollars en 2023.

Alvotech, société de biotechnologie pharmaceutique, vient d'annoncer une perte de 76,1 milliards ISK (550 millions de dollars) en 2023, après une perte de 73,3 milliards d'ISK (526 millions de dollars) en 2022, soit au total 149,4 milliards d'ISK (1,1 milliard de dollars) sur deux ans. Malgré ces pertes et une dette totale qui s'élevait à 960,2 millions de dollars fin 2023, la direction d'Alvotech s'était montrée optimiste lors de l'annonce des résultats. Elle venait de recevoir une licence de commercialisation pour Dimlandi, un analogue biotechnologique d'Humira, l'un des médicaments les plus vendus aux États-Unis. En outre, Alvotech attend le lancement de Simlandi aux États-Unis au deuxième trimestre 2024. Il devrait être le seul analogue biotechnologique de Humira sur le marché dans ce pays jusqu'en avril de l'année prochaine. Si la valeur marchande de la société a considérablement baissé en une semaine à 507 milliards ISK (3,6 milliards \$) alors que sa capitalisation boursière était de 605 milliards ISK (4,3 milliards \$) au 31 décembre dernier, elle reste la société islandaise la plus valorisée à la bourse islandaise (quatre fois la valorisation de Siminn, la principale société de télécommunications islandaise).

Norvège

Maintien des taux directeurs jusqu'en septembre.

Ida Wolden Bache, gouverneure de la Banque de Norvège, a annoncé le 21 mars 2024 qu'une baisse des taux directeurs était envisagée pour le mois de septembre. Ils devraient se maintenir à 4,5% jusque-là.

Signature d'un accord pour réduire l'utilisation du plastique.

Le ministère du climat et de l'environnement a signé le 2 avril un accord avec les acteurs industriels pour réduire l'utilisation des produits en plastique à usage unique. L'objectif de ce partenariat est de trouver de bonnes alternatives au plastique pour le stockage des aliments et des boissons.

Les professionnels norvégiens défavorables à la nouvelle réglementation européenne sur les emballages.

En mars, l'UE a adopté une loi sur les emballages, incluant des règles sur le recyclage et les bouteilles consignées. Pour Infinitem, leader norvégien de la consigne, l'application de cette loi en Norvège en tant que membre de l'EEE serait problématique, car elle nécessiterait la mise en place d'un système parallèle à celui déjà existant. Avec d'autres organisations nordiques, la Confédération des entreprises norvégiennes (NHO) a demandé des exemptions à l'UE pour les pays disposant déjà de systèmes équivalents. Le ministère norvégien du climat et de l'environnement estime que les conséquences de la loi ne seront pas aussi graves que le prétendent les professionnels norvégiens du secteur.

Signature d'un nouveau partenariat stratégique vert entre la Norvège et l'UE.

Le ministre du commerce et de l'industrie Jan Christian Vestre et le vice-président de la Commission européenne Maroš Šefčovič ont signé le 21 mars 2024 un accord entre la Norvège et l'UE visant à renforcer la coopération sur deux chaînes de valeur durables, les matières premières terrestres et les batteries. Ce partenariat industriel s'inscrit dans le cadre de l'Alliance verte que les parties ont signée en 2023. Il offre un cadre global pour une coopération orientée à long terme entre l'UE et la Norvège.

Un nouveau plan national des transports pour 2025-2036.

Le ministre des transports Jon-Ivar Nygård a présenté vendredi le Plan national des transports (NTP) pour la période 2025-2036. Doté d'un budget total de 112 Mds€, il permettra de financer de nouvelles infrastructures routières, ferroviaires, aéroportuaires et portuaires. Ce nouveau plan est articulé autour de quatre priorités : (i) le renforcement des services dans les grandes villes, (ii) l'augmentation de la capacité de transport de marchandises sur des lignes plus longues, (iii) l'achèvement des projets de développement en cours, (iv) ainsi que l'augmentation de l'entretien et du renouvellement des infrastructures existantes.

Possible baisse des tarifs douaniers sur les produits agricoles ukrainiens.

Dans le cadre des négociations sur un nouvel accord de libre-échange avec l'Ukraine, le gouvernement norvégien s'est dit disposé à revoir à la baisse des barrières sur les produits agricoles ukrainiens. Ine Eriksen Søreide, présidente de la Commission des affaires étrangères et de la défense et ancienne MAE (Parti conservateur) salue ce choix et « tout ce qui peut aider l'Ukraine à vendre ses produits moins chers en Norvège ». Les agriculteurs norvégiens s'inquiètent de la concurrence du blé ukrainien.

Projet d'exit tax plus stricte pour les évadés fiscaux.

Le ministre des finances Trygve Slagsvold Vedum souhaite que ses compatriotes qui quittent la Norvège pour des raisons fiscales soient soumis à une « exit tax » plus stricte. Il s'agirait d'un impôt de 37,8% sur les bénéfices supérieurs à 44 000 euros (0,5 MNOK) réalisés en Norvège, à régler au plus tard 12 ans après leur départ. Ce projet sera soumis à consultation publique au printemps.

Suède

L'industrie suédoise connaît un regain d'activité grâce à des prises de commande historique. Ainsi, grâce à une couronne suédoise faible, l'industrie suédoise bénéficie d'une augmentation du nombre de commandes supérieure à celle de l'Allemagne et d'autres pays de la zone euro. Toutefois, la faiblesse persistante de la couronne suédoise entraîne un risque accru en termes de persistance de la hausse des prix (via l'inflation importée), ce qui pourrait influencer les décisions futures de la Riksbank en matière de taux d'intérêt.

SAAB reçoit une commande d'une valeur de 390 millions de couronnes suédoises de la part de l'Administration suédoise du matériel de défense, *Sw. Försvarets Materielverk*. La commande porte sur des pods de désignation laser LITENING 5 supplémentaires pour l'avion de combat Gripen, ainsi que sur les capacités de maintenance de ces pods. LITENING 5 est utilisé pour le ciblage précis d'objectifs par désignation et poursuite laser. Commandés précédemment pour le Gripen E, ces pods sont désormais intégrés dans le Gripen C/D. Saab prévoit d'achever la livraison d'ici 2026. Lars Tossman, responsable du secteur aéronautique de Saab, souligne l'importance d'établir des capacités de maintenance en Suède afin de garantir la disponibilité opérationnelle des forces armées du pays.

EQT sur le point de reprendre le français Ocea. La société de capital-investissement suédoise EQT, numéro un en Europe et numéro trois mondial, est en négociations exclusives avec le géant des infrastructures ICG Infra pour racheter le groupe français Ocea (plus de 400 employés), fournisseur de produits "intelligents" pour la lecture de la consommation d'eau et de chaleur. Les services proposés comprennent l'installation, la location, la lecture, la collecte de données, la maintenance et le remplacement des compteurs. Le groupe Ocea compte plus de 7 000 clients et plus de quatre millions de compteurs d'eau et de chaleur. L'entreprise fournit des contrats de fourniture et de lecture d'une durée de plus de 10 ans. L'opération devrait être conclue au cours du deuxième ou du troisième trimestre de cette année si les autorisations réglementaires nécessaires sont obtenues.

Des milliards bientôt investis dans le nouveau plan de SSAB pour un acier sans énergie fossile. Le conseil d'administration de SSAB, fabricant suédois d'acier à haute résistance, a approuvé la construction d'une nouvelle aciérie sans combustibles fossiles à Luleå. Avec un d'investissement estimé à 4,5 milliards d'euros (environ 52 milliards de couronnes suédoises), l'usine devrait présenter une capacité annuelle de production de 2,5 millions de tonnes. Cette décision marque une étape importante dans le cheminement de SSAB vers une production d'acier sans combustibles fossiles, dans le but de réduire de 7 % les émissions de dioxyde de carbone de la Suède tout en renforçant sa compétitivité et en garantissant des emplois. Ainsi, après la décision de faire passer l'usine d'Oxelösund à une production sans combustibles fossiles, l'usine de Luleå représente la phase suivante de la transition environnementale de SSAB. Les opérations devraient commencer d'ici la fin d'année 2028.

La Riksbank prévoit une baisse des taux. La Riksbank prévoit une baisse notable de son taux directeur, à rebours de la tendance à la hausse observée au cours des deux dernières années. Les grandes banques n'ont pas encore ajusté leurs taux hypothécaires variables à la baisse, les maintenant à des niveaux records. Certains prêteurs ont commencé à réduire les taux des prêts hypothécaires fixes, les taux variables restant inchangés. Les banques soulignent que leur stratégie de tarification est influencée par divers facteurs au-delà du seul taux directeur et insistent sur la nécessité d'équilibrer compétitivité et coûts d'emprunt.

Les faillites d'entreprises continuent d'augmenter. Selon TT/Omni, le nombre de faillites en Suède reste élevé. Au cours des trois premiers mois de l'année 2024, 2 784 entreprises ont fait faillite, ce qui représente une augmentation de 59 % par rapport à l'année précédente, selon la société d'information sur le crédit Syna. 803 sociétés anonymes ont fait faillite au cours du seul mois de mars, soit une augmentation de 43%. Ce sont surtout les petites et moyennes entreprises qui sont touchées, ce qui signifie que relativement peu de personnes ont perdu leur emploi par rapport au nombre de faillites. L'une des

explications de ce nombre élevé de faillites est le niveau élevé des taux d'intérêt. La société de notation prévoit une augmentation du nombre de faillites au cours des six prochains mois, en particulier dans le secteur de la construction, de la restauration et du commerce de détail.

Le nombre de créations d'entreprises diminue. Ainsi, en mars 2024, la création d'entreprises a diminué de 20 % par rapport à mars 2023, selon les données du cabinet comptable Visma fondées sur les statistiques de l'Office suédois d'enregistrement des sociétés. Cette baisse s'inscrit dans le sillage de la chute substantielle du nombre d'entreprises créées en 2023 par rapport à 2022 : -15%. Au total, ce sont 16 518 nouvelles entreprises qui ont été créées au cours du premier trimestre 2024, soit une diminution de 9 % par rapport au premier trimestre 2023.

Un secteur technologique suédois à la croisée des chemins ? L'industrie technologique suédoise, qui constitue l'un des principaux secteurs exportateurs suédois, est confrontée à un déclin inquiétant de sa compétitivité. En effet, un rapport de *Tech Sverige* révèle qu'un certain nombre de pays, dont les voisins nordiques, dépassent désormais la Suède dans ce secteur. En cause, le manque d'investissement dans le développement des compétences numériques : la Suède a fait preuve de lenteur dans ses réformes en matière de numérisation, notamment en ce qui concerne le développement de la main-d'œuvre. Il en résulte un écart préoccupant en matière de culture numérique entre la Suède et ses concurrents. Les méthodes de formation innovantes pourraient permettre de pallier cette nouvelle difficulté. Ainsi la formation VR/AR, qui, en faisant appel à plusieurs sens, peut considérablement améliorer la vitesse et l'efficacité de l'apprentissage.

Northvolt est financé par des fonds privés (entreprises) et publics, suédois comme internationaux, provenant de municipalités suédoises, d'agences de l'Etat suédois, de l'Union européenne. Le soutien des autorités suédoises, bien que substantiel, est modeste comparativement à d'importants investissements provenant d'acteurs étrangers. La Banque européenne

d'investissement (BEI) a également été un contributeur majeur en accordant un prêt important, lequel a été garanti par le Bureau de la dette nationale suédoise.

Forte augmentation des installations de panneaux solaires domestiques. Selon l'Agence suédoise de l'énergie (Sv. Energimyndigheten), l'installation de panneaux solaires a considérablement augmenté en 2023 avec plus de 100 000 systèmes solaires raccordés au réseau, soit une hausse de près de 70 % par rapport à l'année précédente. Ainsi, fin 2023, le pays comptait plus de 250 000 systèmes d'énergie solaire raccordés au réseau, pour une capacité totale d'environ 4 000 MW, soit l'équivalent de la consommation d'électricité du comté d'Uppsala pendant un an. Göteborg reste la municipalité ayant la plus grande capacité installée, qui représente 3% de la capacité nationale. L'intérêt soutenu pour l'installation de panneaux solaires est attribué à deux facteurs : la perception d'une contribution aux bénéfices climatiques et la baisse des coûts des panneaux solaires, qui permet un retour sur investissement plus rapide.

Le chômage augmente chez les diplômés. Entre janvier et février 2024, le nombre de chômeurs recensés auprès du syndicat des universitaires, Akademikerna, a augmenté de près de 1 000 personnes, selon un communiqué de ce dernier. Les récentes statistiques mensuelles du syndicat révèlent également une hausse de 39 % du chômage par rapport à l'année précédente. En février, 16 063 membres étaient au chômage, soit un millier de plus qu'en janvier et 4 500 de plus qu'en février 2023. La tendance actuelle semble indiquer une augmentation du nombre de nouveaux chômeurs et une diminution du nombre de personnes sortant du chômage.

Indicateurs économiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023
Suède	6,1	2,8	-0,2	0,5	-0,8	-0,3	-0,1
Danemark	6,8	2,7	1,8	1,2	-0,6	0,4	2,6
Finlande	3,0	2,1	-1,0	-0,1	0,4	-1,1	-0,8
Norvège ¹	3,9	3,0	0,5	0,2	-0,5	-0,5	1,5
dont PIB continental	4,5	3,8	0,7	0,1	0	0,1	0,2
Islande	5,1	8,9	4,1	1,1	1,1	-2,5	0,9

Sources : statistics Sweden, ssb.no, statistic Denmark, statistics Iceland, statistics Finland

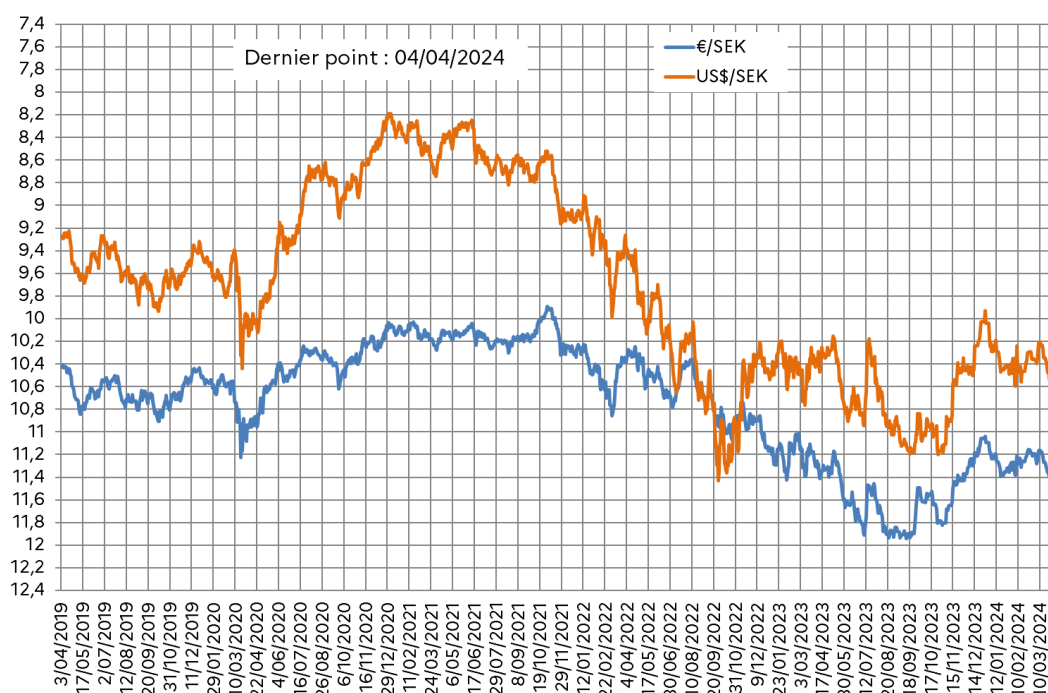
¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):

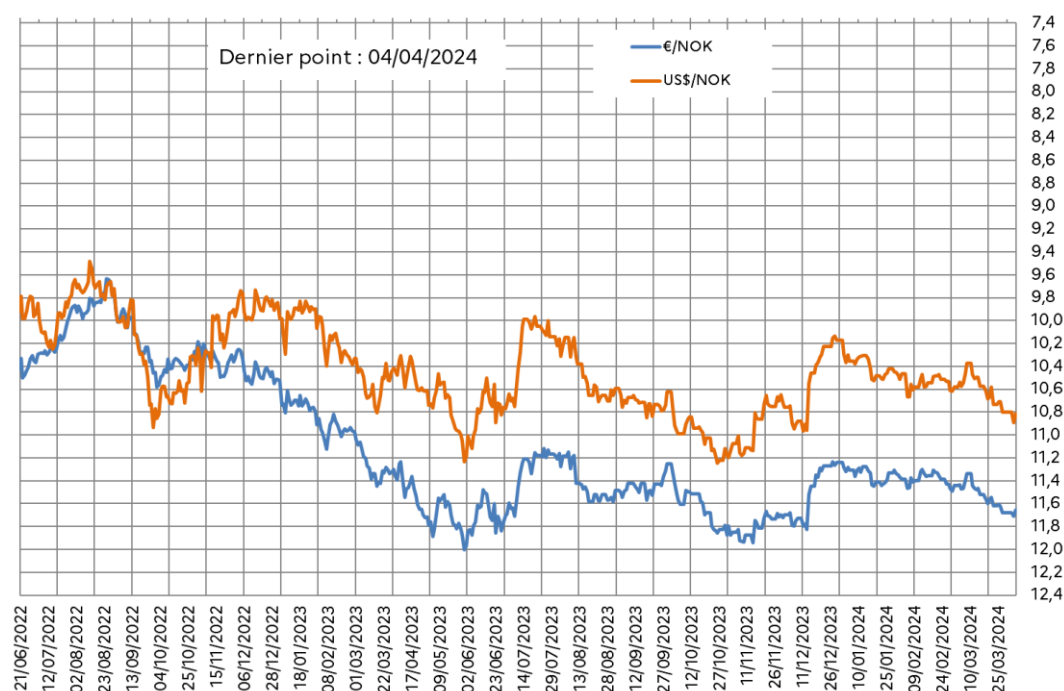
	2021 (moyenne annuelle)	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	T1 2023	T2 2023	T3 2023	T4 2023
Suède	2,2	8,4	8,6	11,4	9,8	7,7	5,6
Danemark	1,9	7,7	3,3	7,3	3,6	2,1	0,5
Finlande	2,2	7,1	4,3	7,5	5,1	3,4	1,5
Norvège	3,5	5,8	4,8	6,6	6,5	4,5	3,7
Islande	4,4	8,3	8,8	10,0	9,4	7,8	7,9

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international.

Responsable de la publication : Service économique régional (SER) de Stockholm (O. Cuny - olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr)

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (C. Camdessus, M. Valeur, A. Reynaud, M. Geeraerts), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson), Oslo (F. Choblet, E. Falsanisi, A. Muller), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, P. Reyl, V. Lision) et de l'ambassade de France en Islande (P. Le Menes).

Abonnez-vous : pauline.reyl@dgtrésor.gouv.fr